Montreuil, le 10/03/19

Objet : mouvement social – intimidations et menaces hiérarchiques

Monsieur le Directeur Général

Alors qu'un fort mouvement de mécontentement des agent.e.s des douanes est en cours dans notre administration depuis ce 4 mars et que celui-ci s'étend sur tous le territoire, plusieurs collègues nous ont fait remonter des cas d'intimidations ou de menaces de la hiérarchie locale pour bloquer toutes initiatives des personnels.

Des agent.e.s sont menacés de devoir répondre à des 882 alors qu'ils effectuent leurs missions avec sérieux et dévouement et dans le respect de leurs prérogatives. Des convocations de chef d'unités ont lieu actuellement dans certaines DR et certaines unités se voient donner l'ordre de ne pas travailler en point fixe. Ces pressions pourraient avoir pour effet de dégrader davantage la situation et d'accélérer le processus de mobilisation.

Nous pensons que ces faits de la haute hiérarchie locale sont aussi provoqués, voire commandités, par vos propos dans les médias et réseaux sociaux interposés, **interdisant expressément aux douaniers d'effectuer le moindre contrôle visant à lutter contre la fraude**, instaurant de fait une autorisation de frauder.

Nos organisations tiennent à dénoncer avec la plus grande fermeté ces pressions et dénoncent toute tentative de manipulations médiatiques de votre part.

Non, Monsieur le Directeur Général, le mécontentement des douaniers et douanières aujourd'hui n'est pas dû à un coup de colère contre le BREXIT comme nous avons pu le lire ici ou là, mais bel et bien à une situation sociale en douane qui se détériore depuis des années de réformes et de suppressions d'effectifs, de services et de missions. Nos publications en témoignent.

Non, les douaniers et douanières ne sont pas inquiets de cette nouvelle donne que serait le BREXIT pour notre administration, car ils ont toujours su s'adapter, mais bel et bien de leurs fins de mois et de leur avenir professionnel. Ceux-ci, par leur professionnalisme et le dévouement à leurs missions ont plus que besoin aujourd'hui de reconnaissances après des années de réformes sans bilan.

C'est le sens des doléances et des revendications que nous ne manquerons par de faire remonter mardi au ministre lors de notre entrevue à Bercy.

L'intersyndicale vous demande aujourd'hui expressément de faire cesser toutes intimidations et menaces envers les personnels.